



Au Parlement européen

Le ministre des mollahs accueilli aux cris d' "assassin" par des eurodéputés en colère

● **Maryam Radjavi salue l'initiative courageuse des eurodéputés**

● **"Cette visite est une honte pour le Parlement européen", s'écrient les députés**

● **"Vous maltraitez les femmes, torturez et exécutez" lance un eurodéputé à Mottaki**

● **"Nous ne pouvons être les amis de gens qui violent et qui assassinent", déclare le vice-président du PE**



Au premier plan les eurodéputés Struan Stevenson et Mario Mauro. Au fond, Alejo Vidal-Quadras, vice-président du Parlement européen, photos de Neda à la main, protestent contre la venue de Manouchehr Mottaki, le ministre des Affaires étrangères des mollahs

Le rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'opinion revient sur le raid irakien contre Achraf

Dans le rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a mis en lumière les cas de crimes contre l'humanité commis par les forces irakiennes dans la Cité d'Achraf en juillet 2009, en particulier la prise de 36 résidents en otage.

Le Camp d'Achraf, en Irak, abrite 3.400 militants politiques iraniens non armés, membres de la principale opposition iranienne, les Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI). Le régime iranien



fait pression depuis 2003 sur le gouvernement irakien afin de les faire extraditer en Iran, où ils risquent la torture et l'exécution pour faire campagne en faveur de la démocratie.

Le Rapporteur spécial de l'ONU note dans son rapport que des craintes ont été exprimées sur la possibilité de

Suite page 3

Conférence de presse à Genève sur la situation à Achraf



(De g. à dr.): A. Safavi du CNRI, le Pr. Steven Schneebaum, Eric Sottas de l'OMCT, Erika Deuber-Ziegler, historienne, Gian-Franco Fattorini du MRAP.

Page 3

Incursion des pasdarans dans le Kurdistan d'Irak

Page 3

Maryam Radjavi salue la protestation des eurodéputés contre Mottaki

Mardi 1er juin, Manouchehr Mottaki, ministre des Affaires étrangères des mollahs, a été confronté au Parlement européen à Bruxelles aux vives protestations de nombreux eurodéputés. Manifestant avec des portraits de Neda, le symbole du soulèvement populaire en Iran, ces derniers ont taxé Mottaki et son régime d'assassins et de terroristes. Ils lui ont lancé : le peuple iranien ne veut pas de vous et on espère que votre régime sera renversé au plus vite.

Mme Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne, a salué cette initiative sans précédent des eurodéputés et leur a adressé ses félicitations pour leur démarche courageuse en faveur de la justice. Elle a estimé que les protestations du vice-président du Parlement européen et de nombreux eurodéputés, tout comme leur soutien au soulèvement populaire en Iran, témoignent de la tendance

« Le peuple iranien ne veut pas de vous et on espère que votre régime sera renversé au plus vite », ont lancé les eurodéputés



Mottaki, le ministre des mollahs (flèche) face au barrage de protestations des eurodéputés

générale des peuples d'Europe en faveur de l'instauration de la liberté et de la démocratie en Iran.

Mme Radjavi espère que l'UE et les gouvernements d'Europe se conformeront à la volonté des peuples européens et de leurs

représentants élus, en mettant fin à la politique de complaisance, en sanctionnant le régime des mollahs et en se plaçant aux côtés de la Résistance du peuple iranien pour la démocratie et les droits de l'homme.

Une visite mouvementée



Le chef de la diplomatie iranienne a eu droit à un accueil mouvementé au Parlement européen de Bruxelles. Manouchehr Mottaki venait assister à une réunion de la commission des Affaires étrangères. Plusieurs parlementaires ont injurié le régime iranien, tout en brandissant des photos de Neda, jeune femme tuée par balles lors de la répression des manifestations de l'opposition l'an dernier. Parmi les plus véhéments, le Britannique Struan Stevenson. « Ils commettent des abus sur les femmes. Ils exécutent des hommes, des femmes et des enfants, des prisonniers politiques, des manifestants pacifiques. Et cette semaine, combien ont-ils tué de personnes ? La présence de cet homme, ici dans ce Parlement, est une honte. » A l'extérieur, quelques manifestants étaient également rassemblés pour dénoncer la venue à Bruxelles du ministre iranien des Affaires étrangères, et plus largement pour dire leur opposition au régime.



Les eurodéputés attendant Mottaki le portrait de Neda à la main

e-Notícias

L'eurodéputé catalan Alejo Vidal-Quadras a eu mardi au Parlement européen un incident avec le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a qui il a demandé "ne m'appellez pas votre ami". Les députés ont lancé en criant "vous êtes un assassin". Vidal-Quadras lui a demandé de "ne pas appeler des amis" les membres du Parlement européen, car "nous ne pouvons être les amis de gens qui violent, assassinent et mentent systématiquement". Il a ajouté: "J'espère qu'un jour le régime iranien tombera."

PRESS ASSOCIATION

Un jour après avoir troublé une réunion de la commission des Affaires étrangères, le député conservateur Struan Stevenson a déclaré : « Ce n'est pas un lieu pour permettre aux despotes et aux représentants des régimes fascistes de colporter leurs opinions. » Il est entré dans la réunion en criant à M. Mottaki: « Votre type fasciste d'islam maltraite les femmes, viole, torture et exécute les hommes, les femmes et les enfants, exécute les prisonniers politiques et les manifestants pacifiques, falsifie les résultats des élections, ment sur le développement des armes nucléaires et finance, arme et entraîne les groupes terroristes au Moyen-Orient. » Il a dit : « Je ne suis pas resté pour entendre une réponse de M. Mottaki. J'ai juste dit qu'il prétendait venir d'un pays possédant la plus ancienne Déclaration des droits de l'homme au monde dans ses archives et je lui ai demandé si la mort de Neda était le dernier chapitre de l'histoire des droits de l'homme de l'Iran. Puis je suis sorti. »

Rapport de l'ONU sur Achraf

Suite de la page 1

«retour forcé de ces ressortissants iraniens en Iran dans des circonstances où ils seraient exposés au risque de graves violations des droits de l'homme, y compris l'exécution et la torture. »

Bagdad, à la demande du régime iranien, a continué à exercer des pressions inhumaines sur les résidents et a effectué un raid meurtrier en juillet 2009. Au cours de l'incursion violente, 36 des résidents ont été pris en otage par les forces de sécurité irakiennes.

Le document officiel du Rapporteur spécial de l'ONU daté du 26 mai 2010 et diffusé à la 14e session du Conseil des droits de l'homme, consacre 10 articles à l'affaire d'Achraf, en rappelant les protestations contre les mauvais traitements infligés aux 36 otages, qui se sont vu refuser l'accès aux soins médicaux bien que blessés. Il souligne également le maintien en détention des résidents par Bagdad, malgré les ordonnances judiciaires pour leur remise en liberté.

Les otages ont été détenus pendant 72 jours. La grève de la faim des détenus eux-mêmes et de centaines d'exilés iraniens dans

diverses villes du monde a soutenu une campagne internationale qui a finalement forcé Bagdad à libérer les otages.

Le rapport note que l'un des deux appels urgents a été envoyé sur les 36 otages par le Rapporteur spécial, Frank La Rue, le 7 août 2009, conjointement avec le Rapporteur du groupe de travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la torture et autres traitements cruels et le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible.

L'appel du 7 août disait qu'après avoir été détenu à Achraf, les otages ont été emmenés dans un poste de police de la ville d'Al-Khalis, « où ils auraient été battus par la police à coups de matraque en bois et de câbles métalliques sur la poitrine, la tête et les mains, blessant grièvement sept personnes (fractures des bras, des mains et des doigts, du dos et du crâne). »

Pour au moins sept des otages, « des médecins ont jugé une hospitalisation nécessaire, mais ils sont restés sans traitement médical adéquat », dit le rapport du Rapporteur spécial.

Les rapporteurs spéciaux de l'ONU



Des Achrafiens blessés pris en otage lors de l'attaque des forces irakiennes les 28 et 29 juillet 2009

ont envoyé un autre appel urgent au gouvernement irakien le 1er octobre 2009, notant que les 36 étaient maintenus en détention « malgré une mise en liberté ordonnée par le juge d'instruction de la cour pénale de la province de Diyala ».

Alors que le ministère public ne pouvait s'opposer à la libération sans inculpation, les forces irakiennes ont refusé de libérer les 36 détenus « pour des raisons inconnues », précise le rapport.

Les ONG mobilisées pour protéger Achraf

EFE, Genève, 3 juin – Expulser les réfugiés iraniens qui vivent depuis trente ans dans le camp d'Achraf, dans le nord-est de l'Irak, constituerait une violation de la loi internationale, a dénoncé le professeur de droit international de l'université John Hopkins, Steven Schneebaum.

« Expulser directement ou indirectement les habitants du camp de réfugiés d'Achraf, violerait plusieurs dispositions internationales en vigueur depuis 1950 et reprises dans plusieurs conventions », a déclaré l'avocat dans un événement qui se tenait parallèlement à la quatorzième session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Le Camp d'Achraf abrite 3.500 réfugiés opposés au régime iranien qui « sont soumis à une situation de terreur, parce qu'ils vivent sous la menace constante d'une invasion et d'une expulsion dans un lieu éloigné au milieu du désert », a ajouté le Pr. Schneebaum.

Le camp était surveillé par l'armée américaine de 2003 à 2009 quand son contrôle a été transféré aux forces armées irakiennes.

Le gouvernement irakien a menacé à plusieurs reprises de déplacer le camp dans le sud du pays, mais à ce jour il n'y a pas eu d'action concrète dans ce sens.

« Les Etats-Unis ont une obligation morale mais aussi légale de protéger les intérêts des réfugiés. L'article 45 de la Quatrième Convention de Genève stipule clairement qu'une force d'occupation doit transférer la manière de protéger les personnes vivant dans la zone occupée », a rappelé le professeur, qui a annoncé que Washington aurait le droit de reprendre le contrôle du camp afin d'en protéger les habitants.

Plus précisément, un groupe d'ONG, parmi lesquelles la Fondation France Libertés de Danielle Mitterrand et

le MRAP, a présenté aujourd'hui une déclaration au Conseil des droits de l'homme qui expose la situation au Camp d'Achraf.

Le texte rappelle les obligations du gouvernement irakien et demande l'envoi d'une mission d'enquête urgente pour surveiller le respect des droits de l'homme.

« La mission de l'ONU en Irak n'a pas de mandat spécifique pour protéger le camp, nous appelons à la création d'un mandat et que soit autorisé la visite du Rapporteur contre la torture pour enquêter sur les crimes commis par les forces irakiennes », a demandé Gianfranco Fattorini, représentant permanent auprès de l'ONU à Genève du MRAP.

Le 28 juillet, la police irakienne est entrée dans le camp d'Achraf, conduisant à des affrontements qui ont fait 11 morts et des dizaines de blessés.

Plusieurs rapporteurs des Nations unies ont demandé au gouvernement irakien à plusieurs reprises des informations sur les allégations de détention injustifiée, de mauvais traitements et de torture.

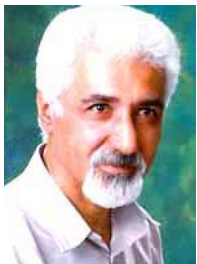
Les Etats-Unis ont une obligation morale mais aussi légale de protéger les intérêts des réfugiés. Washington aurait le droit de reprendre le contrôle du camp.

Sept exécutions à Yazd, Ispahan et Chirvan

Effrayé par le développement des protestations dans tout le pays au cours du mois de juin, le régime inhumain des mollahs s'est lancé dans une vague d'exécutions à travers l'Iran.

Le 26 mai, quatre détenus identifiés par leurs initiales d'A. Ch., Kh. N., M. B. et M. M. ont été pendus à la prison centrale de Yazd dans le centre de l'Iran. Le parquet de la province a annoncé le 30 mai qu'ils étaient accusés de trafic de drogue. La nouvelle précisait aussi que tous leurs biens avaient été saisis par le régime. Le 28 mai, c'est un prisonnier prénommé Jamal, âgé de 26 ans, qui a été pendu à Ispahan. Le 30 mai, deux autres détenus sont montés sur l'échafaud de Chirvan (dans le nord-est de l'Iran).

Appel à sauver la vie de Hamid Haeri



Hamid Haeri, prisonnier politique et parent d'Achrafiens

La santé de M. Hamid Haeri, prisonnier politique de 60 ans, parent d'Achrafiens, s'est gravement détériorée au cours de son 5e jour de grève de la faim sèche. Il a cessé de s'alimenter et de boire pour protester contre son transfert en cellule d'isolement à la prison d'Evine, où il a été jeté pour avoir refusé de céder à des pressions inhumaines. Hamid Haeri qui a été détenu politique dans les années 1980, souffre de diverses maladies et a déjà fait deux attaques cardiaques. Sous l'effet de sa grève de la faim sèche et privé de ses médicaments, il est grièvement en danger.

La Résistance iranienne condamne l'attaque sur la flottille humanitaire de Gaza

A la suite de l'assaut lancé par Israël contre une flottille d'aide humanitaire pour Gaza qui a fait des dizaines de morts et de blessés parmi des militants non armés, Mme Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne, a fait part de sa solidarité et de sa compassion au président Mahmoud Abbas et au peuple de Palestine.

Elle condamne avec force le fait d'avoir tué et blessé des innocents. Elle a également adressé ses condoléances aux familles endeuillées et formé des vœux de prompt rétablissement pour les blessés.

Cet assaut sanglant ne

Cet assaut sanglant ne fait que renforcer le fascisme religieux au pouvoir en Iran



fait qu'alimenter le fascisme religieux au pouvoir en Iran et ses agents pour intensifier le bellicisme et le terrorisme, renforcer l'intégrisme dans la région et dans le monde, et abuser des idéaux du peuple palestinien.

Depuis trente ans, le régime

iranien est le plus grand facteur de partition et de division en Palestine. En usant de démagogie et de tromperie, et en dilapidant des centaines de millions de dollars des ressources du peuple iranien, ce régime a porté les plus grands coups à la cause palestinienne.

Le nouveau rapport de l'AIEA tire la sonnette d'alarme

Le nouveau rapport de l'AIEA sur le nucléaire du régime iranien tire la sonnette d'alarme pour la communauté internationale. Il montre bien que les mollahs ont pour seul but de se doter de l'arme atomique. Par le biais des manœuvres grotesques comme l'échange en Turquie d'uranium pauvrement enrichi contre de l'uranium à 20%, ils cherchent à empêcher l'adoption de sanctions sérieuses ou à les retarder pour gagner le temps dont ils ont besoin pour se doter de la bombe. Le moindre retard dans l'application de sanctions globales ne fera qu'aider les mollahs terroristes au pouvoir en Iran à accéder plus vite à la bombe.



Le ministre des mollahs, Mottaki, servant l'éternel discours nucléaire aux occidentaux

Incursion des pasdarans dans le Kurdistan d'Irak

Le 1er juin, après l'échec des multiples tentatives du régime des mollahs et de ses agents irakiens pour changer les résultats des élections en Irak, et simultanément à la confirmation des résultats électoraux par la Cour suprême irakienne, le Corps des gardiens de la révolution (CGR) du régime iranien a pénétré à 5 km à l'intérieur du sol irakien et occupé des parcelles de territoire. Ce mouvement intervient après quatre jours consécutifs de bombardements et de tirs de mortiers à la frontière du Kurdistan irakien. Selon des habitants de la région, le CGR a tiré au hasard faisant un grand nombre de sans-abris et de réfugiés.

L'un des objectifs du régime des mollahs est de se venger des groupes et partis politiques kurdes irakiens ayant refusé de rejoindre la

coalition des agents de Téhéran après les élections. Les mollahs cherchent à les forcer à soutenir leur alternative politique. Il se trouve que simultanément à l'incursion criminelle, Hassan Kazemi Qomi, l'ambassadeur du régime à Bagdad, se trouvait au Kurdistan.

La Résistance iranienne a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU, les forces américaines en Irak, la Ligue arabe et l'UE à condamner fermement cette agression et à adopter d'urgence des mesures visant à la stopper. Le silence et l'inaction de la communauté internationale vis-à-vis de ces mesures, qui bénéficient au moins d'un soutien dans la pratique du gouvernement de Nouri al-Maliki, encouragent le régime à prolonger ses agressions et ses crimes.